

La formation du Syndicalisme français (1)

La *Bibliothèque du Mouvement Socialiste* réunit, dans un but de propagande, quelques articles publiés par moi, au cours de ces dernières années. Les uns sont reproduits en entier, d'autres n'ont fourni que des extraits. Mais les uns et les autres peuvent peut-être former un ensemble susceptible de traduire en partie l'esprit et le caractère du mouvement ouvrier.

Je dis mouvement ouvrier, tout court, sans lui donner une épithète qui n'aurait pour but que de renfermer l'action ouvrière dans les limites d'une morale ou dans les cadres d'une conception dépendant d'une politique quelconque.

On assiste, en effet, aujourd'hui, à un curieux spectacle. Les uns s'efforcent de rattacher les origines du mouvement ouvrier actuel aux principes posés par la conception anarchiste ; les autres s'appliquent, au contraire, à les trouver dans la conception socialiste, — je veux dire dans la conception anarchiste et la conception socialiste telles que la tradition et l'histoire de ces trente dernières années nous les ont fait connaître.

A mon sens, le mouvement ouvrier actuel ne remonte à aucune de ces sources. Il ne se rattache directement à aucune des deux conceptions qui voudraient se le disputer : *il est le résultat d'une longue pratique créée bien plus par les événements que par tels ou tels hommes*. Et cette pratique est loin d'avoir eu une marche régulière : les incohérences la caractérisent, les contradictions la jalonnent. Et il en est ainsi, parce qu'elle n'est pas le produit d'une action exercée en vertu seulement de principes, mais d'une vie chaque jour renouvelée et modifiée.

Voilà la vérité : la vie ouvrière s'est renouvelée et modifiée par un perpétuel mouvement auquel ont pris part des hommes animés de conceptions philosophiques différentes. L'action ouvrière est comme la terre tournant autour du soleil. La gravitation s'opère par suite d'un mouvement que la terre fait sur elle-même : c'est dans le mouvement quotidien que l'action ouvrière se développe et marque

1. — Avant-propos à la brochure *L'Action Syndicaliste*, publiée par la *Bibliothèque du Mouvement Socialiste* (Marcel Rivière, éditeur, 0 fr. 60).

ses progrès. Ces progrès ne sont par conséquent pas, à mes yeux, l'expression d'une science ou d'une formule, mais la résultante d'efforts continus.

La grosse difficulté pour un mouvement ainsi compris est de créer une vie syndicale profonde. Et cette création ne se réalise pas en essayant de ramener les événements et les faits à une théorie donnée, mais au contraire en s'efforçant de les diriger pour les orienter vers des fins brièvement énoncées.

Il est vrai que les disputes recommencent à propos de ces fins. Elles seront, disent les uns, dans une société sans gouvernement et sans autorité ; elles seront, disent les autres, dans une société gouvernée et dirigée. Qui a raison des uns ou des autres ? Je ne me charge pas de le dire. J'attends pour être fixé d'être de retour du voyage qui m'aura permis d'aller constater *de visu*.

Polémiquer à l'infini sur le système le meilleur est agréable, — mais pour celui seulement qui, ne prenant directement aucune part à la lutte de la classe ouvrière, juge de très haut et de très loin. Car s'il est toujours facile de formuler des théories, il est plus malaisé de les mettre en pratique.

Les phases traversées par la pratique ouvrière peuvent se ramener à trois. Ces trois périodes ont été caractérisées par des réactions contre des tentatives ou des expériences diverses.

La première va de 1873 à 1886 (ces dates n'ont évidemment pour moi qu'un caractère indicatif). Les syndicats créés au lendemain de la Commune sont imprégnés de l'esprit corporatiste et mutualiste. Et dans les premiers Congrès ouvriers, l'esprit socialiste, — je ne dis pas politique — et l'esprit corporatiste sont aux prises. Le triomphe reste au premier. *La suprématie appartient au parti politique*, dont les divisions arrêtent vite le développement des syndicats. Ceux-ci deviennent les vassaux des différentes fractions socialistes, qui attachent à l'action syndicale une importance fort variable. Les guesdistes veulent faire des syndicats, des *Comités électoraux* chargés de fournir au parti ses effectifs en hommes et en argent ; ils se constituent leurs directeurs de conscience. En opposition, les possibilistes, qui vont se diviser à leur tour, laissent aux syndicats une certaine autonomie. Par la suite, les allemanistes attacheront plus d'importance à l'action syndicale qu'à l'action politique, et par leurs efforts prépareront le terrain au syndicalisme.

La lutte se poursuit, avec, comme plate-forme, l'idée de grève générale, entre les éléments soucieux uniquement de mener une

action politique et ceux-là qui sont désireux de donner la première place à l'action syndicale. Mais, tandis que les premiers sont guidés par des idées générales exposées par des intellectuels, les seconds, composés presque entièrement d'ouvriers, apportent dans leur attitude plus de tempérament que de conception. Il y a chez eux un sentiment d'opposition brutale à la bourgeoisie, il n'y a pas de préoccupation rattachée à un plan préconçu et à une théorie d'ensemble. Ces militants veulent *farouchement* être menés par des ouvriers. *Ils sont pour l'indépendance des syndicats, mais ils ne sont pas pour l'indépendance du mouvement syndical.*

N'empêche que le travail fait par les syndicats animés de l'esprit allemaniste a permis plus tard de créer un mouvement autonome et indépendant. Sans la besogne des possibilistes, qui créèrent la Bourse de Paris, et sans celle des allemanistes, la *Fédération des Bourses* n'aurait pu être créée en 1892. Et leur œuvre rendit possible, en 1895, la constitution de la *Confédération Générale du Travail*.

Parce qu'ils manquaient d'idées générales, les allemanistes étaient loin d'entrevoir la force ouvrière que pouvaient devenir un jour ces deux organismes nationaux : la Fédération des Bourses et la Confédération du Travail. Quelques rares esprits, cependant, ne s'y étaient pas mépris. L'un d'eux devait apporter toute son activité à une œuvre théorique dont il ne reste presque rien ; d'autres voyaient dans la création de l'unité organique des syndicats un puissant moyen d'action et de lutte.

Cette seconde phase, qui va de 1886 jusque vers 1899, a été ainsi marquée par *la réaction de la classe ouvrière contre l'influence déprimante de l'action politique sur les syndicats.*

Des années vont s'écouler. Il y aura bien, dans les milieux syndicaux, une vie théorique, toute intellectuelle, à laquelle prennent part quelques militants. Mais il faut autre chose pour donner à l'organisation créée l'élan et la vigueur qui lui font encore défaut. Ce sera l'œuvre de la troisième phase, qui s'affirme par *la réaction des syndicats contre la démocratie.*

Le pouvoir s'efforce d'attirer à lui le mouvement syndical, qui, surtout à Paris, par suite de l'approche de l'Exposition de 1900, a grandi. Les manœuvres employées pour cette œuvre de corruption ouvrière sont nombreuses et variées, et ce n'est pas le moment de les énumérer. Je le ferai un jour prochain.

Le gouvernement espère arriver, par la main-mise sur les syndicats, à opposer la classe ouvrière groupée économiquement à la classe ouvrière groupée politiquement, et par la suite devenir le

maître absolu, grâce à une série de mesures législatives, de l'action syndicale.

L'œuvre est hardie et tentante. Elle n'est pas au-dessus de l'esprit politique de Waldeck-Rousseau. Mais — car il y a un mais — ces manœuvres et ces tentatives de subordination ne tardent pas à provoquer un mouvement de répulsion chez beaucoup de militants. Un bloc d'opposition ouvrière se constitue, et, le développement syndical, le milieu et les circonstances aidant, il va infuser à l'organisme anémié le sang nouveau qui lui donnera la santé et la force.

La classe ouvrière est dès lors secouée jusque dans ses profondeurs et un accroissement ininterrompu d'efforts quotidiens se constate dès ce moment. Les grèves augmentent, leur caractère se précise, leur importance grandit. Et la vie qui en résulte va s'intensifier par une pratique et une action incessantes, jetant dans la lutte des travailleurs longtemps déçus, qui entraînent avec eux des corporations nouvelles et des éléments nouveaux.

Cette vie agissante rejette naturellement au loin un tas de formules, de solutions spéculatives et abstraites, et elle va placer au premier plan, après les avoir extraits des milieux ouvriers, *les moyens de lutte qui sont du domaine exclusif de la classe des travailleurs*. Mais ces moyens de lutte, à peine indiqués, apparaissent chaotiques, parce qu'immorganisés, incohérents parce que mal perçus encore et parlant mal exposés.

C'est l'action qui permettra aux militants de mieux concevoir l'usage de ces moyens de lutte; elle les obligera à mieux les préciser; et, les comprenant davantage, chacun d'eux sera plus apte à les faire connaître. Je dis faire connaître, non qu'il s'agisse d'*enseigner* des modes d'action, mais parce qu'il faut bien exposer et leur raison d'être, c'est-à-dire leur origine, et leur justification, c'est-à-dire leur emploi. Le rôle du militant n'est-il pas de tirer de la pratique ouvrière une indication donnant à son activité le relief et l'autorité qu'elle exige ?

C'est ainsi que j'ai été amené à écrire les articles qui vont suivre.

Il y a dix, huit, six ans, il m'eût été absolument impossible de les écrire avec la faible précision qu'ils contiennent. Ouvrier j'étais, ayant puisé dans une existence souvent fort difficile, dans des privations multiples, le *désir* d'y mettre fin; salarié j'étais, ayant à subir l'exploitation du patron, et souhaitant ardemment d'y échapper. Mais ces désirs et ces souhaits ne pouvaient se concrétiser en une action continue qu'avec le concours des autres hommes astreints au même sort que moi. Et j'ai été au syndicat, pour y

lutter contre le patronat, instrument direct de mon asservissement, et contre l'Etat, défenseur naturel, parce que bénéficiaire, du patronat. C'est au syndicat que j'ai puisé toute ma force d'action et c'est là que mes idées ont commencé à se préciser.

Puis, le mouvement syndical a crû rapidement. C'est poussé par nos intérêts qu'à travers mille difficultés, nous autres travailleurs, nous avons ainsi péniblement créé de plus en plus des syndicats ouvriers pour une lutte et des fins révolutionnaires ; c'est non moins péniblement que nous avons constitué un organisme syndical indépendant de tous les partis, et qu'ensuite nous avons pu assurer au mouvement qui en est résulté logiquement, l'indépendance et l'autonomie.

De la combinaison, ou de l'enchaînement, si l'on préfère, de toutes ces choses est né le syndicalisme. Il s'est traduit par des formes de lutte, dont le caractère s'est précisé au fur et à mesure que la classe ouvrière agissait.

Mais — et c'est à dessein que je le répète — *cette action n'a pas été, encore une fois, commandée par des formules et des affirmations théoriques quelconques.* Elle n'a pas été davantage une manifestation se déroulant selon un plan prévu par nous d'avance. Je ne saurais trop insister sur ce fait qu'elle a simplement consisté en *une série d'efforts quotidiens, rattachés aux efforts de la veille non par une continuité rigoureuse, mais uniquement par l'ambiance et par l'état d'esprit régnant dans la classe ouvrière.*

C'est ainsi que la période d'agitation relative à la suppression des bureaux de placement payants ne fut une action généralisée et amplifiée que par ce que greffée sur une action particulière, à laquelle les circonstances — coïncidant avec la poussée syndicale — donnèrent seules sa surprenante extension. De même, la propagande pour la réduction des heures de travail put acquérir l'ampleur traduite par le mouvement de mai 1906, non seulement parce qu'elle fut l'expression de volontés hardies, mais parce qu'elle correspondait surtout à un état de croissance syndicale et que l'ardeur combative qui en résultait avait besoin de s'extérioriser.

J'ai rappelé, entre autres, ces deux périodes, parce qu'elles donnent la caractéristique exacte du mouvement ouvrier actuel : ce qui va suivre n'est que l'expression de l'*action syndicaliste* ainsi comprise, sous l'influence de la pratique et de la vie.

VICTOR GRIFFUELHES,

Secrétaire de la Confédération Générale du Travail.